

Communiqué du GIC du 6 octobre au Carlton : l'Alliance des organisations de la société civile prévient

Tribune – 14/10/09

L'Alliance des organisations de la société civile (OSC) déclare dans un communiqué, qu'elle prend acte du communiqué de la réunion consultative sur la situation de Madagascar du 6 octobre dernier. Ce communiqué désigne le président de la Transition en la personne d'Andry Rajoelina, le vice président de la Transition, Dr. Emmanuel Rakotovahiny et le Premier ministre en la personne d'Eugène Mangalaza.

L'Alliance rappelle une fois de plus, son attachement aux Accords de Maputo auxquels elle a adhéré le 22 Août 2009. Elle estime que ces Accords sont la seule solution pour sortir de la crise et pour la fin de la situation de paupérisation dans laquelle se trouve la population.

L'Alliance rappelle que l'enjeu de la Transition est la sortie définitive du cycle infernal de crises et d'alternance violente que Madagascar a connu au cours des dernières décennies à travers la mise en place consensuelle et inclusive d'institutions, d'un système électoral et d'un système politique aptes à restaurer la démocratie et la stabilité. La clé de voute du dispositif est l'organisation d'élections crédibles, transparentes et conformes aux standards internationaux. Si ces objectifs ne sont pas atteints les pertes en vie humaines et les souffrances endurées par le peuple malagasy auront été vaines.

Des inquiétudes

L'évolution de la situation soulève toutefois selon l'Alliance des OSC, un certain nombre d'interrogations qui suscitent l'inquiétude de l'Alliance. Ces interrogations concernent notamment les points suivants :

- ▶ Les conditions de réussite de négociations de cette importance sont-elles remplies ?
- ▶ Dans son effort de médiation que nous saluons, l'impartialité de la communauté internationale est-elle indiscutable tout au long du processus ?
- ▶ Existe-t-il un schéma préétabli correspondant à une solution préétablie allant dans le sens d'une des puissances parties à la médiation ?

La communauté internationale devrait s'en tenir aux seuls documents écrits et s'abstenir de faire référence à des non dits, sources de malentendus et de conflits ultérieurs.

Enfin, il est essentiel de s'en tenir au strict respect des Accords et de ses termes, notamment en ce qui concerne la définition du consensus.

L'Alliance est convaincue, qu'il est de son devoir en tant que composante de la société civile, de prévenir des dangers susceptibles d'être provoqués par le schéma proposé par le GIC qui fait fi de l'Article 25 de la Charte de l'Union Africaine. En effet, cela risque de provoquer une perte de repères tant au niveau national qu'international en encourageant une culture de prise de pouvoir anticonstitutionnel et de la violence.

L'Alliance réaffirme que, dans l'intérêt supérieur de la Nation, compte tenu des pouvoirs étendus dont il dispose dans la Charte de la Transition, le fait que le Président de la Transition, de quelque mouvance qu'il soit, puisse se présenter aux prochaines élections mérite réflexion, pour éviter toute suspicion qui risquerait la remise en cause des résultats des élections et de déclencher à nouveau le cycle des crises.

En tout état de cause, l'Alliance poursuit ses efforts de médiation engagés à la demande des quatre mouvances.

Les OSC signataires de ce communiqué sont :

Accès Zon'Olombelona / Droits de l'Homme
Zon'olombelona Mijoro CCOC CTM MAMPAFI
PFNOSCM
SEREMA
Syndicat SIMFD/KMMD
Syndicat TM